

# ARC MEDITERRANEEN

Mise en œuvre à l'échelon communal des instructions gouvernementales pour la prévention des inondations.



## RAPPORT DE SYNTHÈSE DE L'ENQUÊTE MENÉE DURANT LA CAMPAGNE DE COMMUNICATION « PLUIES INTENSES MÉDITERRANÉENNES » EN 2016



## **Rédacteurs**

### **Cyprès :**

Nicolas CATALA

Caroline HERVE

Michel SACHER

### **DREAL PACA :**

Ghislaine VERRHIEST-LEBLANC

Chargée de mission interrégionale

« inondation arc méditerranéen »

### **Conception graphique :**

Valérie SCOTTO DI CESARE

[www.vsdcom.fr](http://www.vsdcom.fr)

**Publication Automne 2017**

## Sommaire

- 4 ● Circulaire Arc méditerranéen
- 4 ● Objectifs de l'enquête et modalités de diffusion
- 4 ● Communes interrogées et retours
- 5 ● Thèmes abordés dans l'enquête
- 6 ● Suivi
- 6 ● Résultats de l'enquête
- 23 ● Constats et propositions

## CIRCULAIRE ARC MÉDITERRANÉEN

Les inondations d'octobre 2015 dans les Alpes Maritimes ont causé la mort d'une vingtaine de personnes. Les enseignements de cette catastrophe ont conduit à la publication de directives nationales, dont l'instruction interministérielle du 31 décembre 2015 dite « circulaire arc méditerranéen », visant à améliorer la prévention des inondations sur l'arc méditerranéen, notamment sur les champs suivants :

1. Information du public.
2. Vulnérabilité des parkings souterrains et des campings.
3. Gestion des risques de ruissellement.
4. Maîtrise de l'urbanisation.
5. Préparation de la crise.

A également été décidée l'instauration d'une campagne cénovole sur 15 départements des régions PACA, Auvergne Rhône-Alpes, Occitanie et Corse du 1er septembre au 15 décembre de chaque année. Cette période est un moment fort de mobilisation de l'État et des collectivités pour communiquer et sensibiliser les populations sur les bons comportements face à des pluies intenses méditerranéennes.

Les enseignements des inondations catastrophiques et les instructions nationales invitent les préfets de région et de départements de l'Arc Méditerranéen et les collectivités à veiller au respect des obligations réglementaires et à améliorer la performance de leurs actions notamment du point de vue des mesures suivantes :

- Information des populations - dossier d'information communal sur les risques majeurs (dicrim) et dossier départemental des risques majeurs (ddrm).
- Réduction de la vulnérabilité des habitations.
- Prise en compte des effets du ruissellement dans les documents de prévention (plans de prévention des risques naturels (pprn) et d'urbanisme (plans locaux d'urbanisme (plu) et dans les programmes d'actions de prévention des inondations (papi).
- Prévention des risques dans les campings.
- Réalisation des plans communaux de sauvegarde (pcs).

## OBJECTIFS DE L'ENQUÊTE ET MODALITÉS DE DIFFUSION

Pour connaître les actions mises en œuvre par les collectivités locales, un questionnaire internet a été réalisé et envoyé aux communes situées sur l'Arc Méditerranéen durant la campagne nationale de communication « pluies intenses méditerranéennes » de 2016. Ce dernier avait pour but de dresser de façon automatisé un bilan dans chaque département, chaque région concernée ainsi que sur l'ensemble de la zone des actions mises en place et des connaissances générales des collectivités sur la problématique inondation.

## COMMUNES INTERROGÉES ET RETOURS

Ce questionnaire a été adressé aux communes des 13 départements visés par l'instruction du 31 décembre 2015, à savoir :

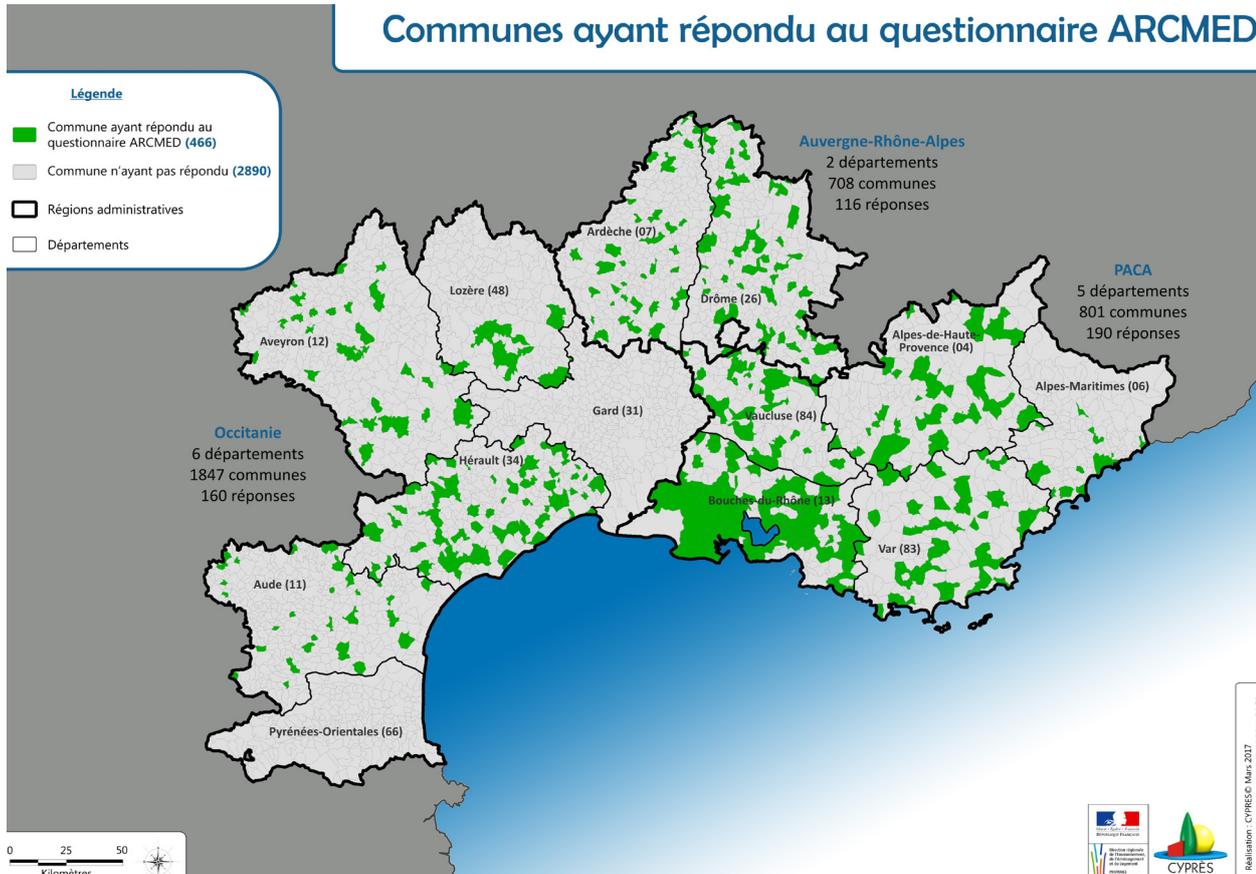
- Alpes de-Haute-Provence (04)
- Alpes-Maritimes (06)
- Ardèche (07)
- Aude (11)
- Aveyron (12)
- Bouches-du-Rhône (13)
- Drôme (26)
- Gard (31)
- Hérault (34)
- Lozère (48)
- Pyrénées-Orientales (66)
- Var (83)
- Vaucluse (84)

Il est à noter que le questionnaire n'a pas été diffusé dans les deux départements corses et que l'enquête ne compte aucune réponse pour les départements du Gard et des Pyrénées-Orientales, départements pourtant régulièrement concernés par le risque inondation.

466 communes ont répondu au questionnaire sur 3356 communes interrogées soit 13.9 % de retour.

Le questionnaire a été diffusé le 15 septembre 2016 et clôturé en janvier 2017. L'échéance de retour a été retardée plusieurs fois pour obtenir davantage de réponses.

## Communes ayant répondu au questionnaire ARCMED



### THÈMES ABORDÉS DANS L'ENQUÊTE

Campagne d'information :  
affichage  
des « 8 bons  
comportements »

Information préventive  
Réunions, DICRIM, repères  
de crues

Gestion de crise,  
exercices de crise  
et PCS

Actions spécifiques :  
Ecoles, collèges,  
etc

Actions spécifiques :  
Campings

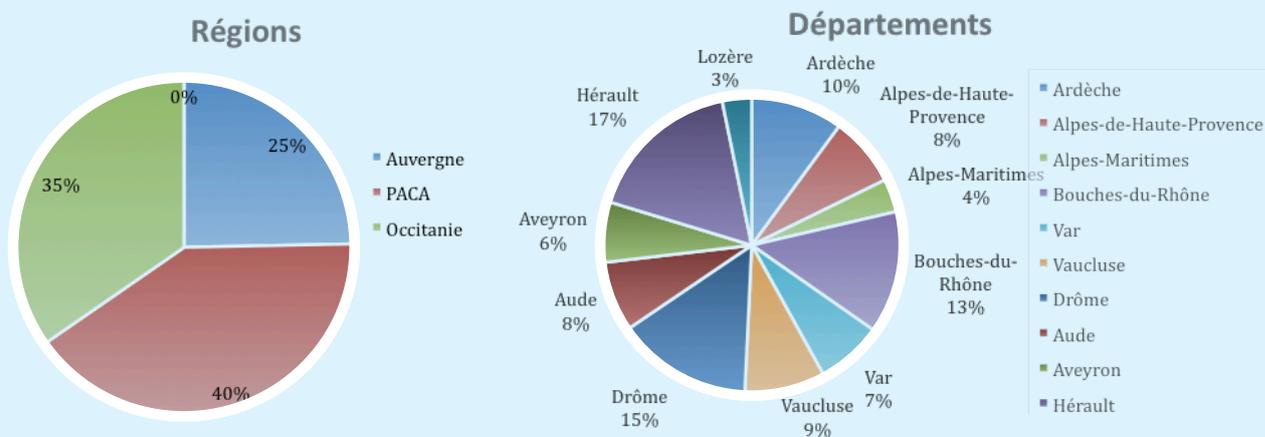
Actions spécifiques :  
Parkings souterrains,  
Ruissellement

## SUIVI

À l'issue du questionnaire, un plan d'action sera proposé par la DREAL afin d'encourager les collectivités à développer les actions autour du risque inondation.

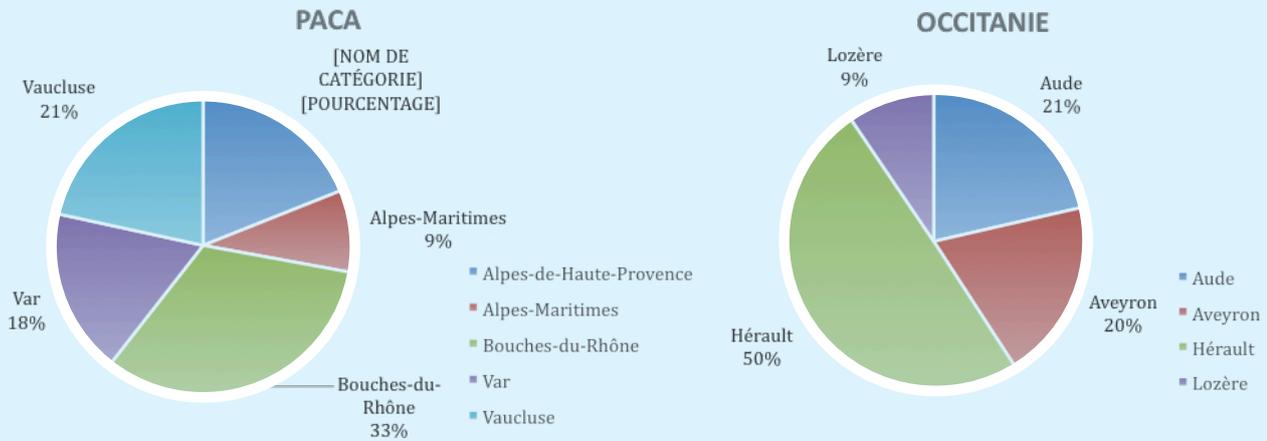
## RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

### BILAN GLOBAL DES RETOURS

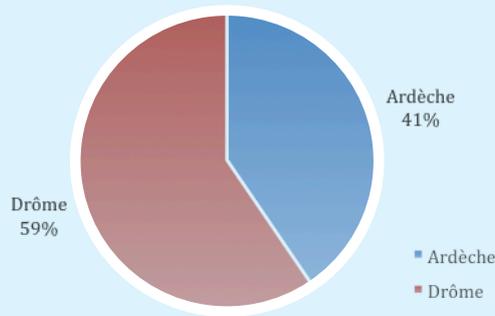


Malgré l'importance des inondations ces dernières années, plusieurs départements ont faiblement répondu (Lozère, Alpes-Maritimes, Aude et Aveyron).

Nom du département	Nombre de réponse	Pourcentage par rapport au nombre de communes dans le département
<i>Ardèche</i>	<i>47 sur 339</i>	<i>14 %</i>
<i>Alpes de-Haute-Provence</i>	<i>36 sur 198</i>	<i>18 %</i>
<i>Alpes-Maritimes</i>	<i>17 sur 163</i>	<i>10.5 %</i>
<i>Bouches-du-Rhône</i>	<i>62 sur 119</i>	<i>52 %</i>
<i>Var</i>	<i>34 sur 153</i>	<i>22 %</i>
<i>Vaucluse</i>	<i>41 sur 151</i>	<i>27 %</i>
<i>Drôme</i>	<i>69 sur 367</i>	<i>18.8 %</i>
<i>Aude</i>	<i>34 sur 436</i>	<i>8 %</i>
<i>Aveyron</i>	<i>31 sur 285</i>	<i>10.8 %</i>
<i>Hérault</i>	<i>80 sur 343</i>	<i>23.3 %</i>
<i>Lozère</i>	<i>15 sur 158</i>	<i>9.5 %</i>

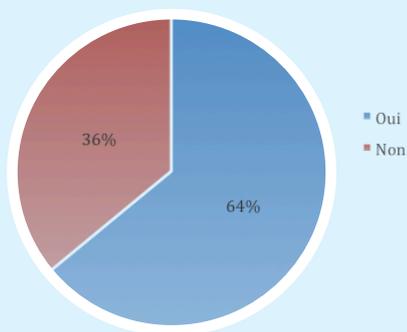


**AUVERGNE - RHONE-ALPES**



**CONNAISSANCE DE LA FICHE « J'AGIS POUR RESTER EN VIE » ET DU KIT DE COMMUNICATION**

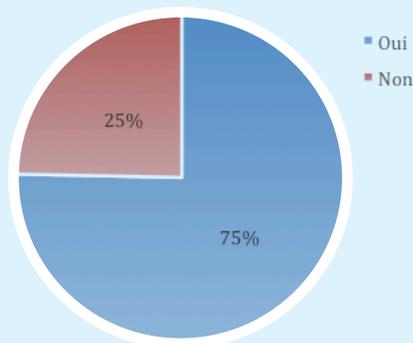
**Connaissez-vous la fiche en question**



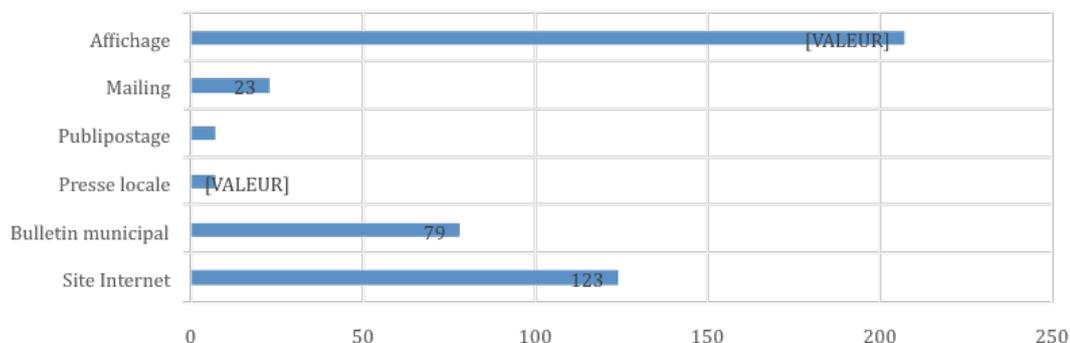
La fiche « J'agis pour rester en vie » est globalement bien connue. Sur les 466 communes ayant répondu au questionnaire, 300 connaissent la fiche.

En revanche, bien qu'elles en connaissent l'existence, toutes les communes ne l'ont pas diffusée. Seules 243 communes l'ont diffusée à leur population.

**Diffusion effective**

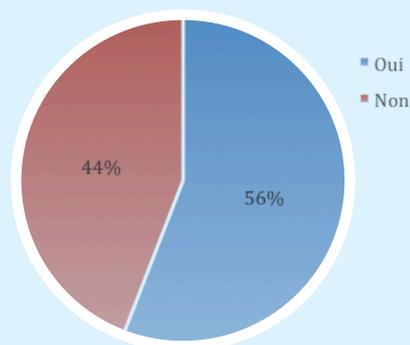


## Modalités de diffusion



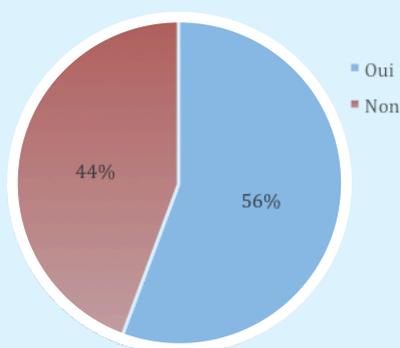
L'affichage communal et la diffusion sur le site internet restent les deux vecteurs les plus utilisés pour diffuser la fiche.

## Avez-vous pris connaissance du kit ?



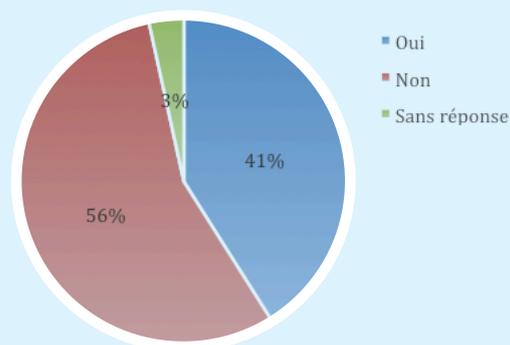
## INFORMATION PREVENTIVE

### Disposez-vous d'un DICRIM ?



Sur les 466 communes ayant répondu au questionnaire, plus de la moitié (257) disposent d'un DICRIM. Toutefois, seulement 41 % des DICRIM sont disponibles sur Internet. Il est nécessaire d'encourager les communes n'ayant pas encore de DICRIM à en réaliser un tout en leur rappelant leur obligation légale en matière d'information préventive.

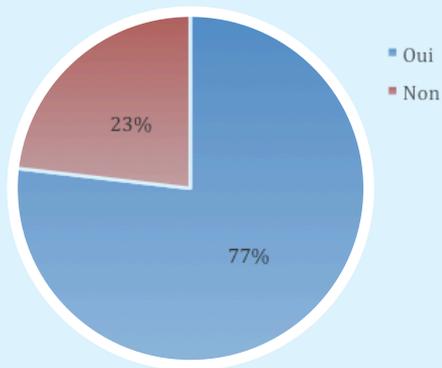
### Est-il en ligne sur le site internet de la commune ?



## DICRIM PAR REGION

## EN PACA

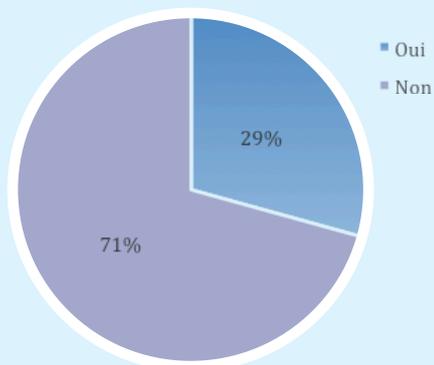
## Disposez-vous d'un DICRIM ?



Le taux en PACA est globalement cohérent avec la réalité du terrain. Plus des 3/4 des communes disposent d'un DICRIM.

## EN AUVERGNE – RHÔNE-ALPES

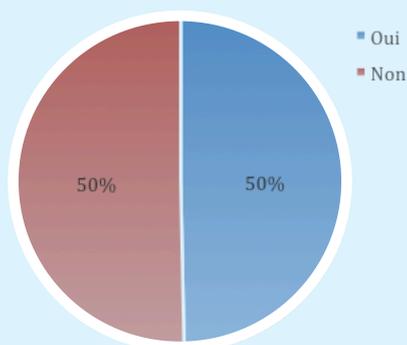
## Disposez-vous d'un DICRIM ?



A l'inverse, le taux en Auvergne-Rhône-Alpes est faible avec seulement 29 % de communes (sur les 116 ayant participé au questionnaire) disposant d'un DICRIM.

## EN OCCITANIE

## Disposez-vous d'un DICRIM ?

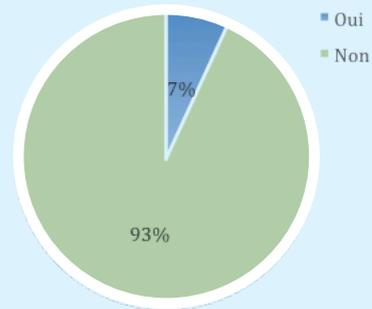


Dans la région Occitanie, sur les 161 communes, la moitié dispose d'un DICRIM.

## REUNION D'INFORMATION PREVENTIVE

Les réunions d'information préventive sont très faiblement représentées. Seulement 32 communes ont réalisé une telle réunion ces dernières années.

### Réalisez-vous des réunions d'information préventive ?

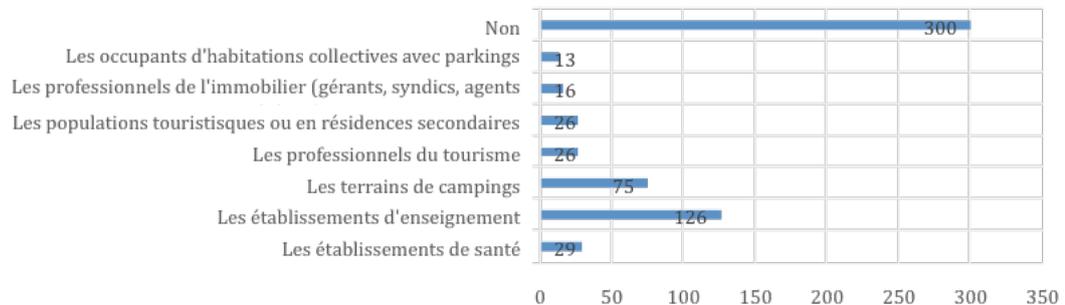


## ACTIONS DE SENSIBILISATION

Sur les 466 communes ayant participé au questionnaire, 300 ne réalisent pas d'actions de communication et de sensibilisation. Les établissements scolaires, par le biais de l'éducation nationale, du SDIS ou d'associations, sont sensibilisés et peuvent être une porte d'entrée pour de la communication autour des risques.

Il est important de rappeler les obligations du maire avec l'article R125-12 et R125-14 du Code de l'Environnement envers les exploitants ou les propriétaires des locaux, mais aussi l'article R443-7-4 du Code de l'urbanisme pour les campings. Il est également important de diffuser l'information auprès des établissements de santé.

### Avez-vous engagé des actions de sensibilisation et de communication ciblées vers :



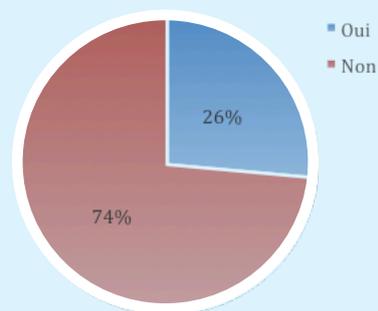
## REPERE DE CRUES

Les repères de crues sont peu présents sur les communes (seulement 26 % des sondés). Parmi elles, 41 % les mentionnent au sein de leur DICRIM.

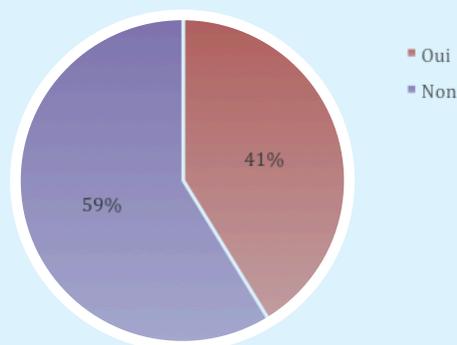
De nombreuses actions, dans les PAPI par exemple, préconisent la pose de repères de crues et ces actions sont donc à promouvoir.

De plus, l'article R563-3 du Code de l'Environnement précise que dans les zones exposées, le maire doit procéder à l'inventaire des repères de crues existants et la pose de nouveaux en cas de besoin. Le cadre réglementaire existe et il peut être utile de le rappeler.

### Votre commune dispose t-elle de repères de crues ?



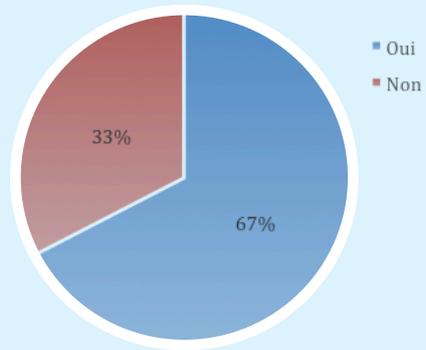
### Sont-ils mentionnés au sein de votre DICRIM ?



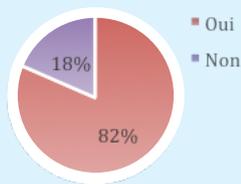
## GESTION DE CRISE ET PCS

315 communes disposent d'un PCS dont 155 en PACA, 110 en Occitanie et 48 en Auvergne – Rhône-Alpes.

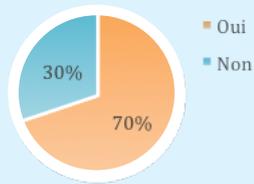
### Disposez-vous d'un PCS ?



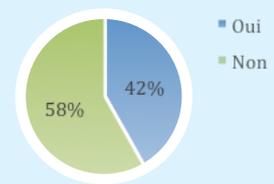
### PCS PACA



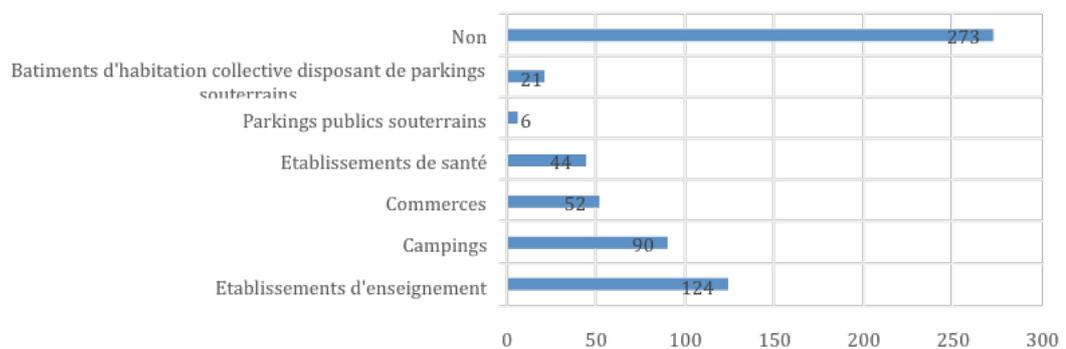
### PCS Occitanie



### PCS Auvergne - Rhône-Alpes



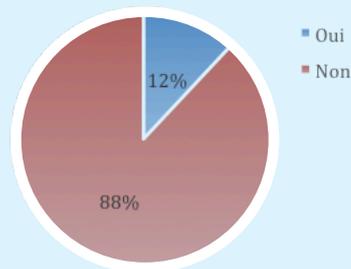
### Votre PCS prévoit-il des dispositions spécifiques aux :



## EXERCICE PCS

Peu de communes participent à des exercices de crise sur le thème inondation (56). Il est nécessaire de développer et d'accompagner la réalisation de tels exercices afin de permettre aux communes mais également aux services de l'état de tester leurs procédures et leurs organisations.

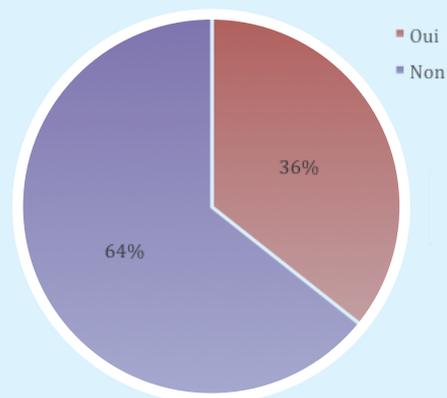
### Réalisez-vous des exercices réguliers de crise inondation afin de tester votre PCS ?



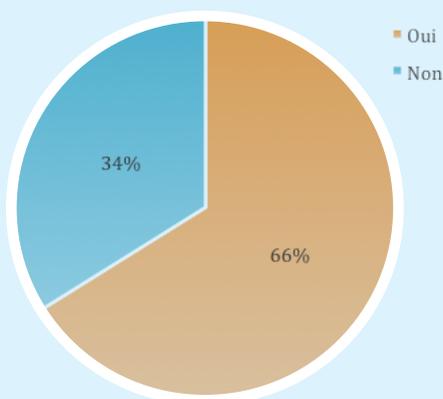
Sur les 56 communes réalisant des exercices, 20 associent les campings et 37 les établissements scolaires.

Il faut favoriser l'organisation d'exercices impliquant l'ensemble des services ou structures pouvant être sollicités ou impactés en cas d'événements.

### Ces exercices prévoient-ils des actions sur les campings ?



### Sur les établissements d'enseignement

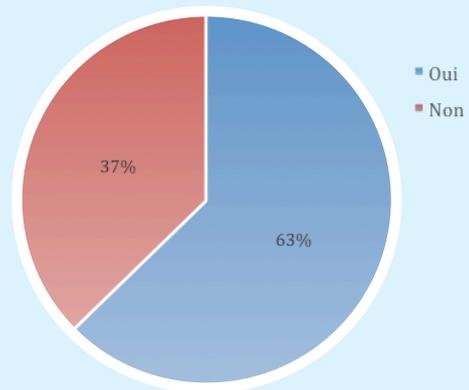


## PREVISION ET ALERTE

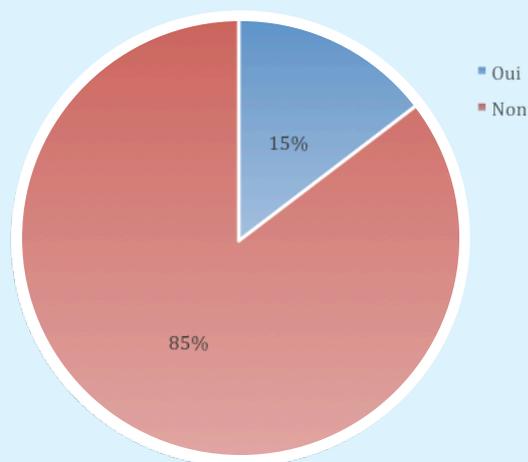
### SAIP

L'application est bien connue par les communes (292) mais toutefois, peu de communes (43) incitent la population à la télécharger. Une campagne de promotion est nécessaire afin de faire connaître ce dispositif.

### Connaissez-vous le système SAIP ?



### Avez-vous incité vos administrés à télécharger l'application SAIP par smartphone :

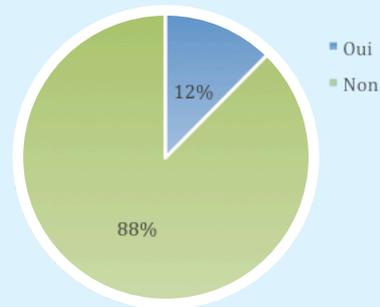


## RHYTMME

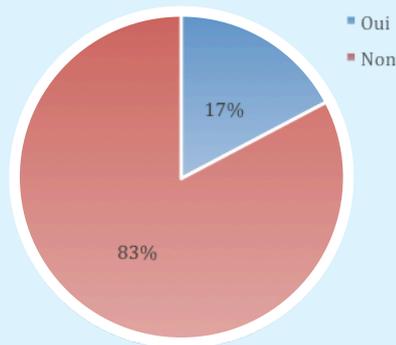
A l'inverse, RHYTMME est très peu connu d'après les sondés (57) et seulement 10 l'utilisent. La région PACA est celle dont les communes connaissent le plus cette plateforme.

Il pourrait être nécessaire de continuer sa promotion à travers de nouvelles sessions de formations.

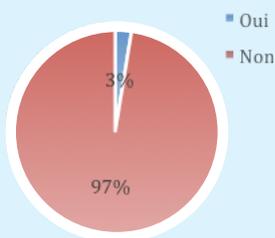
### Avez-vous connaissance de la plateforme RHYTMME ?



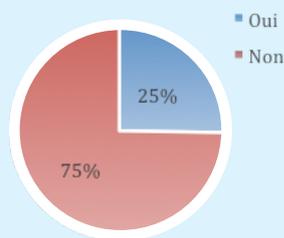
### L'utilisez-vous ?



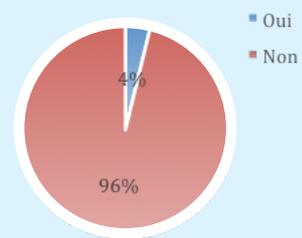
### RHYTMME en Auvergne - Rhône-Alpes



### RHYTMME en PACA



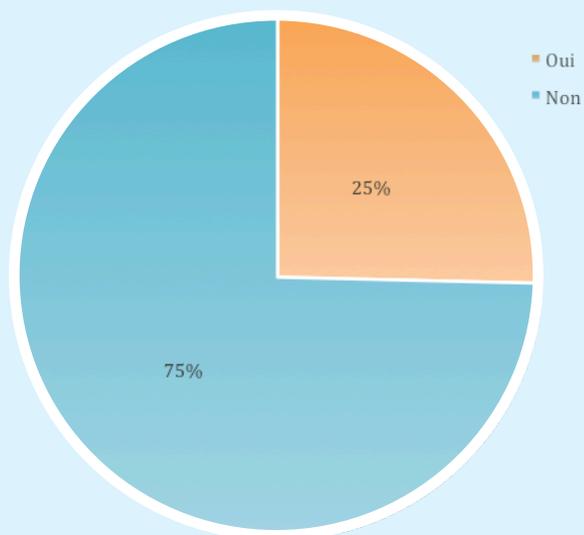
### RHYTMME en Occitanie



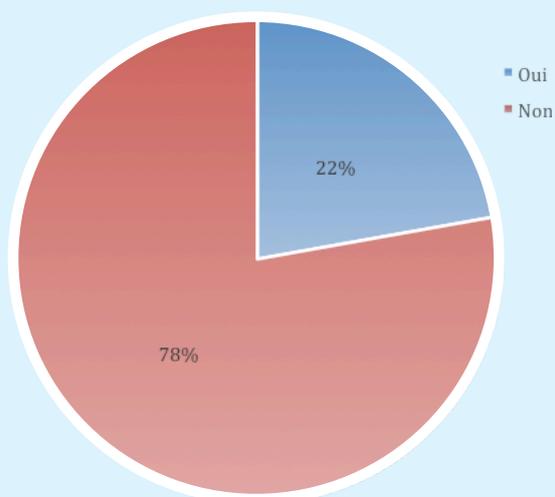
### AUTRE SYSTÈME

Les communes font peu appel à un prestataire externe pour les aider dans une crise (363).

#### Disposez-vous d'un système local de surveillance des cours d'eau et d'alerte ?



#### Faites-vous appel à un prestataire externe pour vous aider à anticiper et gérer une crise d'inondation ?

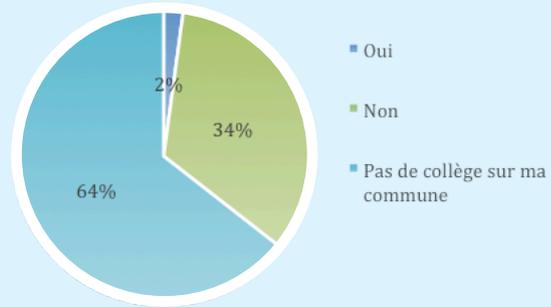


**ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT**

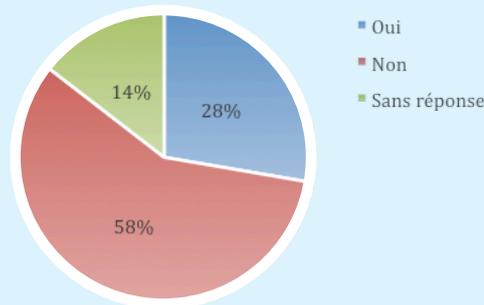
L'implication des collèges dans le projet Aiguat est très faible (155) par rapport aux sondés disposant d'un tel établissement sur leur territoire.

La cohérence entre les PCS et les PPMS n'est pas assurée en permanence et il est important de le rappeler au travers des maires ou des conseils départementaux.

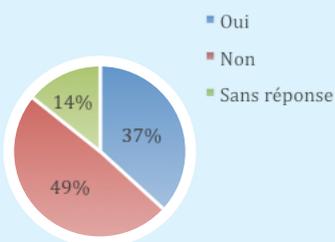
**Des collèges de votre commune sont-ils impliqués dans le projet AIGUAT ?**



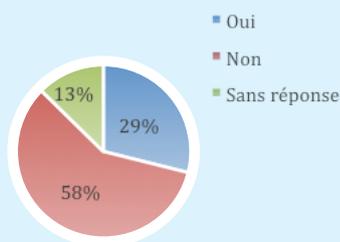
**Avez-vous assuré une cohérence entre votre PCS et les PPMS de ces établissements:**



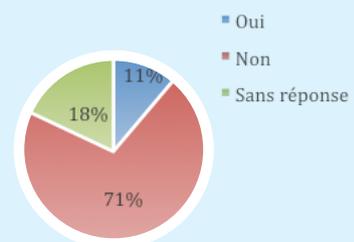
**Cohérence PCS/PPMS PACA**



**Cohérence PCS/PPMS Occitanie**



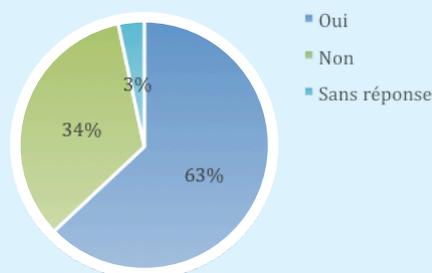
**Cohérence PCS/PPMS Auvergne - Rhône-Alpes**



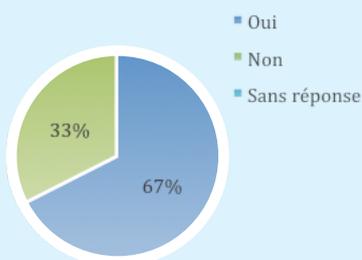
## SECURITE DES CAMPINGS

Parmi les 175 communes disposant d'un camping, 114 disposent du cahier de prescriptions de sécurité. De plus, 75 assurent une cohésion entre le PCS et le CPS.

### Avez-vous connaissance des cahiers de prescriptions de sécurité (CPS) en vigueur sur vos campings ?

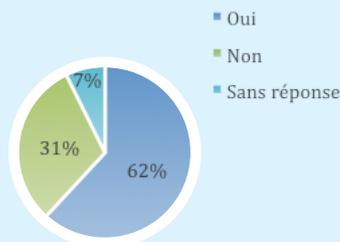


### Connaissance des CPS en vigueur sur vos campings (PACA)?



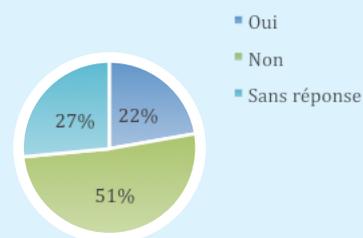
En PACA, parmi les 83 communes disposant d'un camping, 56 disposent du cahier de prescriptions de sécurité. Toutefois 37 assurent une cohésion entre le PCS et le CPS.

### Connaissance des CPS en vigueur sur vos campings (Occitanie)?



En Occitanie, parmi les 55 communes disposant d'un camping, 34 dispose du cahier de prescriptions de sécurité. 22 assurent une cohésion entre le PCS et le CPS.

### Connaissance des CPS en vigueur sur vos campings (Auvergne - Rhône-Alpes)?

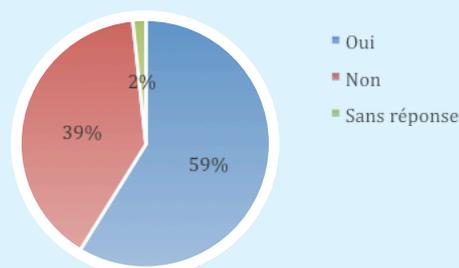


Enfin, en Auvergne – Rhône-Alpes, sur les 40 communes disposant d'un camping, 26 disposent du cahier de prescriptions de sécurité. Toutefois 12 assurent une cohésion entre le PCS et le CPS.

## COHÉRENCE PCS / CPS

70 communes assurent avoir mis en place une cohérence entre le Plan Communal de Sauvegarde et les cahiers de prescriptions de sécurité des campings. Il est important de rappeler à l'ensemble des communes l'importance d'une telle articulation en cas d'évènement.

### Une cohérence spéciale est-elle assurée entre votre PCS et les cahiers de prescriptions des campings de votre commune ?

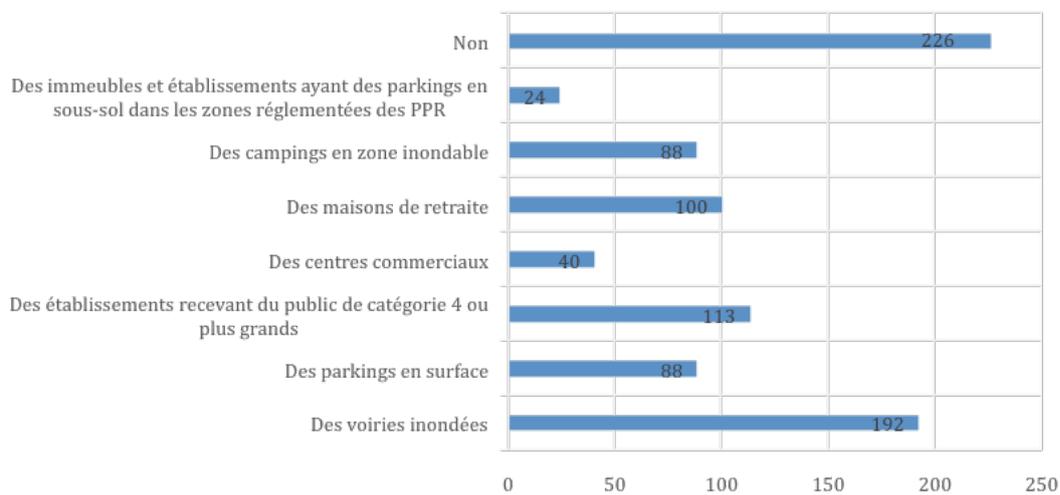


## CONNAISSANCE DE LA VULNERABILITE ET DES RISQUES

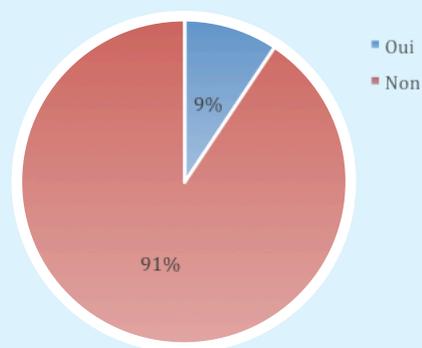
Sur les 226 communes ne disposant pas d'un recensement précis des enjeux sur leur territoire, seulement 21 souhaitent le réaliser rapidement.

Il est donc nécessaire de rappeler l'importance d'un tel recensement et son utilité dans la gestion de crise.

### Disposez-vous sur votre commune d'un recensement des enjeux suivants :



### Si non, ce recensement est-il à venir ?

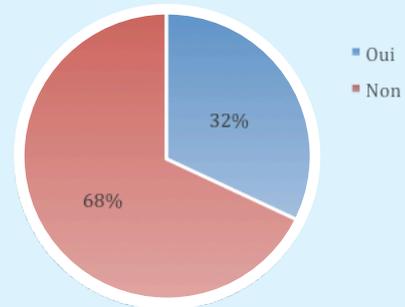


## RUISELLEMENT URBAIN

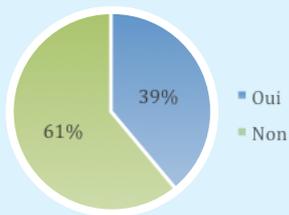
148 communes sont exposées au risque de ruissellement urbain.

37 % des communes disposent d'éléments de connaissance précis, ce qui est faible par rapport à l'importance du risque.

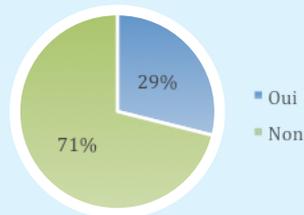
### Votre commune est-elle exposée à un risque important de ruissellement urbain ?



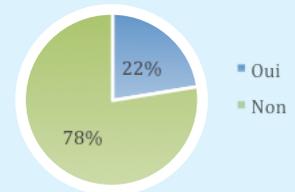
#### Communes exposées au ruissellement urbain (PACA):



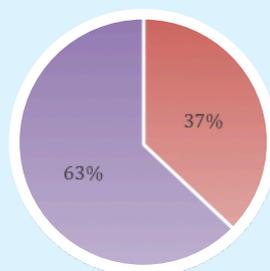
#### Communes exposées au ruissellement urbain (Occitanie):



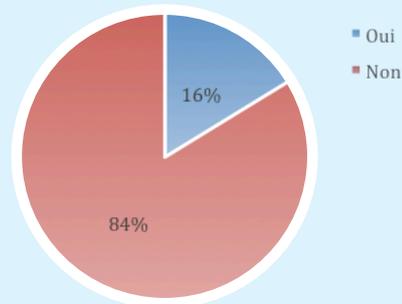
#### Communes exposées au ruissellement urbain (Auvergne - Rhône-Alpes):



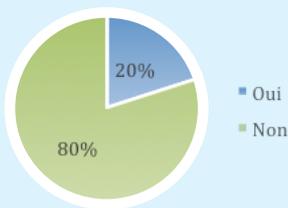
### Disposez-vous d'éléments de connaissance précis (cartographies, études...) concernant l'aléa "ruissellement" ?



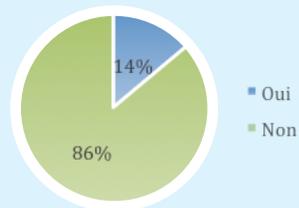
### Envisagez-vous de conduire des études spécifiques à ce risque ?



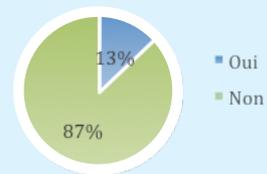
#### Envisagez-vous de conduire des études spécifiques à ce risque (PACA)



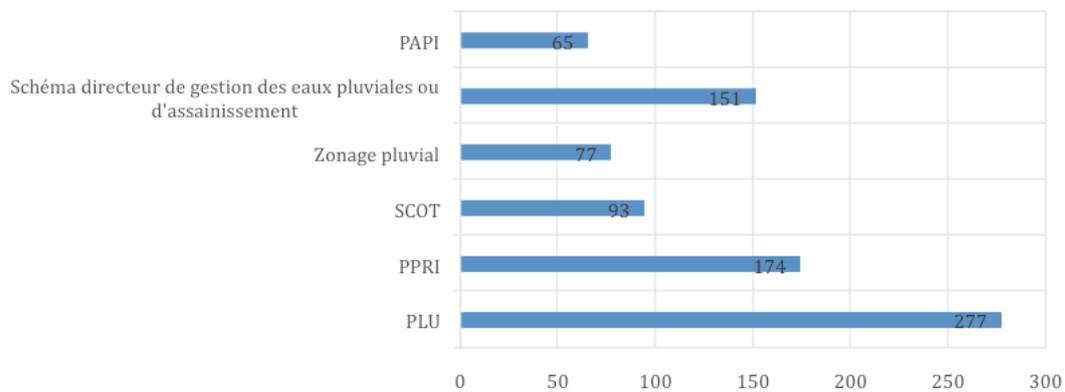
#### Envisagez-vous de conduire des études spécifiques à ce risque (Occitanie)



#### Envisagez-vous de conduire des études spécifiques à ce risque (Auvergne - Rhône-Alpes)



### Quels sont les outils en vigueur sur votre commune contribuant à la limitation du ruissellement et à la prévention des risques associés ?

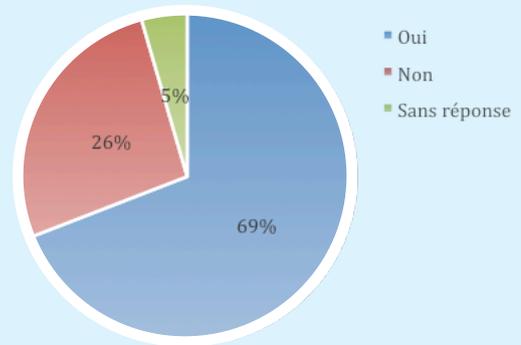


## FREINS A L'ENGAGEMENT

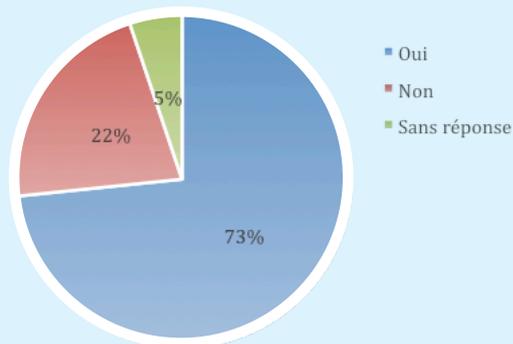
Pour la plupart des sondés, le manque de temps ainsi que le manque de moyens humains et financiers sont les freins majeurs concernant la résolution des problématiques autour du risque inondation.

Enfin et même si le résultat est faible, 14 % des sondés montrent un désintérêt ou une opposition autour des questions relatives au risque inondation.

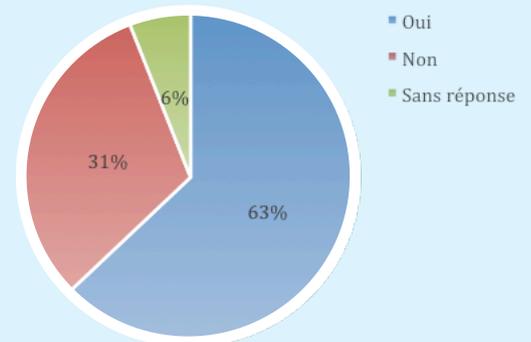
### Problème de temps



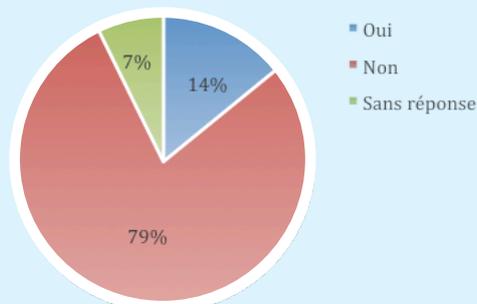
### Manque de moyens humains ou financiers



### Complexité des textes



### Désintérêt voire opposition de la population ou d'une partie des élus



## Contacts & propositions

### IL SEMBLE Y AVOIR UN BESOIN IMPORTANT DE RAPPELER LES OBLIGATIONS AUX MAIRES SUR LES QUESTIONS D'INFORMATION PREVENTIVE OU DE GESTION DE CRISE.

L'enquête montre que les obligations en matière d'information préventive (mise en place des DICRIM et sa diffusion, installation de repère de crue, réalisation de PCS...) n'est pas toujours respecté.

### IL EST NECESSAIRE DE PROMOUVOIR UN ACCOMPAGNEMENT DES COLLECTIVITES DANS LA REALISATION DES DICRIM, DES PCS ET DES EXERCICES DE SECURITE CIVILE.

L'enquête permet de constater un déficit de documents de planification communale ou de brochures d'information préventive des citoyens.

Les élus doivent être accompagnés dans ces démarches afin que la prise de conscience des risques soit effective.

La circulaire ArcMed fixe un objectif sur le nombre de DICRIM : sans une action forte vers les élus locaux, cet objectif ne sera pas atteint.

### PROMOUVOIR L'APPLICATION SAIP OU CERTAINS OUTILS DE PREVENTION COMME RHYTHME PAR LE BIAIS DE JOURNEES DE FORMATION.

L'outil RHYTHME est gratuit, accessible à tous, il permet en temps réel de voir l'évolution de la météo et la réponse des

bassins versants. Mais il demande une bonne connaissance des outils cartographiques sur Internet d'une part et une vision synthétique du territoire d'autre part pour pouvoir anticiper les actions à mener. C'est pourquoi il s'adresse à des personnes ressource particulières, qui, bien formées, peuvent être considérées comme des correspondants de sécurité civile du territoire.

L'application SAIP pour smartphone est en évolution ; elle permettra, dans peu de temps de lancer des avertissements de vigilance et des alertes directement aux personnes concernées par les aléas, sur leurs téléphones mobiles. Les jeunes sont particulièrement intéressés par ces nouvelles technologies. Les faire connaître va dans le sens d'une meilleure gestion de crise.

### DEVELOPPER LA SENSIBILISATION DES SCOLAIRES AFIN DE METTRE EN AVANT, DES LE PLUS JEUNE AGE, UNE CULTURE DU RISQUE

Des exercices de type AIGUAT dans les collèges participent fortement à l'acculturation des jeunes. Ce sont eux qui, demain, seront les meilleurs vecteurs de la culture du risque.

Le travail de sensibilisation des scolaires, du primaire au lycée (et même dans les universités) doit être poursuivi sans relâche pour que la population générale, dans les prochaines années, soit consciente des aléas naturels pour que personne ne se mette en danger par ignorance.



## Rédacteurs

### Cypès :

Nicolas CATALA  
Caroline HERVE  
Michel SACHER

### DREAL PACA :

Ghislaine VERRHIEST-LEBLANC  
Chargée de mission interrégionale  
« inondation arc méditerranéen »

### Conception graphique :

Valérie SCOTTO DI CESARE  
[www.vsdcom.fr](http://www.vsdcom.fr)

Publication Automne 2017